

# tribune

## socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié  
Supplément au N° 536 - mercredi 10 mai 1972 - 0,20 F

## LE "JOINT FRANÇAIS":



## LE SENS D'UNE VICTOIRE



## Le sous-développement breton

Le sous-développement est une situation générale en Bretagne, cet article part d'un dossier réalisé par des militants de la section de Brest. C'est pourquoi il est plus spécialement question de ce secteur.

### L'analyse du sous-développement

1. Les revenus moyens des ménages bretons sont égaux aux deux tiers des revenus des ménages parisiens.

2. L'évolution démographique : La très forte natalité du XIX<sup>e</sup> siècle a créé une surpopulation par rapport aux ressources, entraînant l'émigration, qui est donc un phénomène ancien. Par exemple de 1901 à 1954 on compte 720.000 émigrés, ce qui a entraîné une baisse de la population. Depuis 1945 s'amorce une stabilisation et même un léger excédent. La bourgeoisie crie victoire : « Le solde migratoire est devenu positif », en oubliant de dire qu'il s'agit d'un retour important des vieux masquant en chiffre le départ des jeunes, qui lui continue. La population active diminue. Le nombre des décès est supérieur à celui des naissances dans un tiers des cantons du Finistère.

3. Le sous-emploi : Le chômage déclaré s'accroît dans le Finistère. 5.216 en octobre 71, 5.797 en janvier 72.

A cela il faut ajouter 2.000 jeunes quittant le département tous les ans et on estime qu'à Brest environ 8.000 femmes travailleraient s'il y avait des emplois. Chez Ericsson 900 candidates pour 70 postes. Tous les ans la suppression d'emplois dans le secteur primaire (agriculture et pêche) est supérieure de 600 au nombre des emplois créés dans les secteurs secondaires et tertiaires.

En 1968, la répartition par secteurs d'activité s'établissait ainsi : primaire 32 % ; secondaire 25 % dont 11 % pour le bâtiment ; tertiaire 43 %.

4. La dépendance économique : A l'exode numérique s'ajoute l'exode de qualification. Le Finistère est un des départements les plus scolarisés. Il assure la

formation de la main-d'œuvre qualifiée des régions développées, d'où le slogan « diplôme = billet de train ».

Cet exode ne se limite pas à la France, mais s'étend à l'Europe et au Canada.

Les usines qui s'installent profitent du maximum d'avantages des « pouvoirs publics », des salaires inférieurs (voit Joint Français) mais de plus elles ne sont souvent que des boîtes d'exécution, entièrement dépendantes des directions et bureaux d'études parisiens. Il n'est pas suffisant de réclamer un nombre d'emplois, il faut exiger des unités de production complètes.

### Cette situation est le résultat d'une évolution historique

A l'époque de son rattachement à la France au XV<sup>e</sup> siècle, la Bretagne était un pays prospère, avec une petite industrie très active.

La construction du centralisme français, autour de Paris, et l'apparition de la grande industrie sont les deux causes inséparables de la situation actuelle.

Progressivement la grande industrie s'implante sur les lieux de matières premières (les mines) ou d'échanges développés (Paris) accélérant les concentrations industrielles et humaines. Une fois amorcé, le cycle ne peut que se développer, dans la logique même du profit. La bourgeoisie locale, qui a d'abord constitué un frein à ce phénomène par son rôle économique, n'a plus aucun moyen face à la constitution des monopoles, sans compter qu'elle est politiquement complice.

Par sa forme extrêmement centraliste, l'Etat français ne peut que favoriser la répartition géographique des tâches nécessaires au capitalisme. Ne répondant pas aux critères de développement économique de la bourgeoisie, privée de l'autonomie politique qui aurait pu permettre une résistance, sinon un développement à partir de ses propres richesses, la Bretagne devient un réservoir de main-d'œuvre. Exploitation

ou choix, sur place, par l'arrivée d'usines pirates et par la transformation capitaliste de l'agriculture, ou dans les régions développées grâce à l'exode. Mais cette exploitation est inséparable de l'oppression culturelle. La pénétration de la culture française, le mythe de l'unité française, sont des puissants moyens pour la faire supporter aux Bretons.

### La tactique de la bourgeoisie : des promesses

La bourgeoisie tire profit des déséquilibres régionaux et la restructuration actuelle du capitalisme attribue aux régions industriellement sous-développées les installations militaires et le tourisme. Le besoin de loisirs permet la création d'un nouveau cycle de profit qui explique la multiplication des projets d'aménagement des côtes. Pour le reste, des promesses.

La presse locale nous a montré des plans d'hydravions à construire à Brest, mais il paraît que ce genre d'engins n'a plus d'avenir et on n'en parle plus. La fameuse usine d'aluminium de Pechiney a été construite aux Pays-Bas, qui décide ? Sûrement pas Lombard, maire de Brest. La raffinerie de St-Divy devait apporter (promesse verbale !) 40 emplois à l'hectare (40 x 300 = 12.000) réduite aujourd'hui à 600 ou 1.000 et encore ce n'est pas sûr. Il n'y aura, paraît-il, aucun risque de pollution de la rade, mais on apprend que les études sur cette question ne sont pas faites, etc. Les usines qui s'implantent n'atteignent jamais le nombre d'emplois prévus.

Dans ce contexte le rôle de Brest est d'abord militaire. La coexistence d'un port de commerce actif et de la base nucléaire de l'île Longue est-elle possible ?

Quelle est l'influence de la Marine dans les décisions concernant le port pétrolier et la raffinerie ?

L'arsenal (6.000 travailleurs) n'a pas d'avenir assuré et sa dépendance militaire en fait un secteur à part. Brest est également un relai d'urbanisation de la population rurale, sa croissance démographique et les besoins de la reconstruction ont provoqué

l'existence d'un secteur Bâtiment T.P. (6.000 travailleurs) au bord de la crise générale depuis plusieurs mois. L'université dont le développement est maintenant stoppé, n'est qu'une étape dans l'exode des jeunes (pourcentage important de ruraux).

### La réponse révolutionnaire : la lutte

Le sous-développement breton n'est pas qu'un problème économique, il est une situation globale. Le centralisme capitaliste français a dépossédé un peuple de sa personnalité pour mieux l'exploiter. La prise de conscience se manifeste sous différentes formes.

— Refus de l'utilisation folklorique de la culture bretonne pour attirer les touristes (voir la réaction du commerce à la disparition du festival des Cornemuses). Par contre développement d'une expression populaire des luttes, de Batignolles à Maître Trochu, notaire à Quimper.

— Solidarité ouvriers - paysans, non seulement dans le soutien des luttes, mais actions communes contre l'aménagement capitaliste des plages face aux promoteurs et aux municipalités complices (les Blancs-Sablons).

— Jusqu'à une période récente, malgré des manifestations de masse périodiques sur l'emploi, la bourgeoisie pouvait compter sur le soutien électoral de la population. L'accueil de Pompidou, les 50 % d'abstentions à Brest montrent une évolution. La grève des Nouvelles Galeries, celle du Joint Français mobilisent plus que le référendum.

Notre action est basée sur le droit de vivre sur place. Il ne s'agit pas de se battre à coup de statistiques, il s'agit d'arrêter l'exode, de supprimer la dépendance économique, de soumettre l'évolution technique aux besoins. A l'heure où l'on commence la fabrication du bifteck de pétrole, les paysans sont privés de leurs moyens d'existence. La construction du socialisme passe par la destruction complète du système de l'exploitation dans l'entreprise à l'oppression culturelle.

Section de Brest - P.S.U. ■

## Et puis les paysans

Nous reproduisons ci-dessous intégralement l'éditorial du « *Trait d'Union* » du 14 avril. Cette prise de position montre que le slogan « *Ouvriers - Paysans, même combat* » est une réalité pour son auteur.

Depuis cinq semaines, les ouvriers du « *Joint Français* » (à Saint-Brieuc) ont engagé une action revendicative pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Jusqu'ici, le patronat s'est refusé à toutes négociations et a même fait appel aux forces de police pour occuper l'usine. Dans cette action, le syndicalisme agricole (FDSEA et CDJA), se déclarant solidaire des travailleurs du « *Joint Français* », a fait un choix sans équivoque et motivé.

— *Pouvons-nous concevoir l'industrialisation de notre région sous n'importe quelle condition ?*

— *Pouvons-nous accepter de voir nos frères et demain nos enfants avec des salaires tels que ceux du « Joint Français » ?*

— *Pouvons-nous fermer les yeux sur les disparités qui existent au niveau des salaires : ceux-ci sont inférieurs de plus de 20 % à ceux d'une usine identique, appartenant au même groupe, mais implantée dans la région parisienne.*

— *Pouvons-nous accepter de voir les patrons du « Joint Français » traîner des délégués syndicaux devant les tribunaux et par ailleurs*

*utiliser la force publique pour cosser la grève ?*

**En nous déclarant solidaires des ouvriers du « Joint Français », nous avons répondu NON ! à ces interrogations...**

Car notre situation, à nous paysans, est semblable à celle des travailleurs du « *Joint Français* » et de la région.

— Comme eux, nous dénonçons les disparités de nos revenus par rapport à ceux des agriculteurs du Bassin parisien.

— Comme eux, nous subissons la répression au travers de la condamnation de nos militants syndicaux (F. Gourmelon, J. Carel, G. Posseme, etc.).

Mais une véritable solidarité doit se traduire dans les faits. Aussi nous ne pouvons qu'approuver, sans réserve, les actions de soutien engagées par les syndicats agricoles et les CDJA des régions de Saint-Brieuc, Lannion, Loudéac et Guingamp, qui ont concrétisé cette solidarité par une distribution gratuite de produits de l'exploitation aux grévistes.

Evidemment, la participation du syndicalisme agricole à un « *Comité de soutien* » aux côtés d'organisations politiques sera commentée de diverses manières. Pour notre part, nous affirmons avec force qu'il s'agit là de considérations secondaires qui ne doivent, en aucun cas, battre en brèche ce qui est essentiel, à savoir : la **solidarité entre les travailleurs de la ville et les travailleurs de la campagne.**

J. LE FLOCH,

Secrétaire général de la FDSEA



## Le soutien ne souffre pas d'exclusive

St-Brieuc faites que la grève continue pour augmenter mes frais de déplacement et de mission.



BAROU.

Nous avons publié dans la presse quotidienne la création du **Comité de soutien au Joint Français**, composé à l'origine des organisations suivantes : **Parti Socialiste Unifié - Parti Socialiste - Ligue Communiste - CDJA - FDSEA - Amis de « Politique-Hebdo » - Comités Lycéens - Foyer des Jeunes Travailleurs.**

La constitution de ce comité constitue un fait politique important pour deux raisons essentielles :

— la première raison est qu'il réalise une large unité dans l'organisation de la solidarité au Joint Français ;

— la seconde raison est qu'il comprend non seulement les organisations politiques de gauche (sauf le PCF), mais aussi les organisations agricoles conscientes de la nécessaire convergence des luttes ouvriers-paysans et aussi les comités lycéens regroupés dans cette action. L'action des agriculteurs de la FDSEA et du CDJA a été particulièrement appréciée par les grévistes et leur famille.

Ce comité ne « double » d'aucune manière le Comité Intersyndical permanent C.F.D.T. - CGT - FO - FEN. Il élargit le front de la solidarité. C'est ainsi que les fonds recueillis sont immédiatement reversés au comité intersyndical. C'est dire qu'il n'existe pas seulement sur le papier, mais qu'il agit.

Ce comité est largement ouvert à tous ceux qui veulent affirmer leur solidarité avec les grévistes du « *Joint Français* ».

Il paraît utile de préciser que le PCF était invité à y participer.

Ses dirigeants ont refusé (contestant la présence de la Ligue communiste en particulier). Nous pensons quant à nous que l'unité des travailleurs doit se faire sans exclusives, surtout quand leur usine est occupée par les forces armées !

Ainsi le PCF est le seul parti de gauche à s'être mis hors du mouvement unitaire. C'est regrettable.

De plus en plus les travailleurs sont conscients que cette attitude anti-unitaire au niveau des luttes est contraire à la solidarité de classe.

Section P.S.U. de Saint-Brieuc ■

## Prendre conscience

La grève du Joint Français est une occasion de bien comprendre ce que signifie « prise de conscience ».

Dans une usine il y a les patrons, les cadres et les ouvriers. Les premiers bien sûr gagnent beaucoup plus que les derniers ; c'est habituel. Le tarif est fixé par le patron tout seul, sans discussion. Par exemple : 4,35 F de l'heure, ou 4,18 F un autre jour. A prendre ou à laisser.

Et puis, parce que la vie augmente, parce qu'ailleurs on est tout de même mieux payé, les travailleurs du Joint Français se demandent s'il est vraiment normal de louer la force de travail d'un homme ou d'une femme pour 850 ou 900 F par mois en 1972. Ils pensent que non, et comme ils se mettent en grève et qu'on en parle, beaucoup de gens en ville trouvent aussi que ce n'est pas normal : prise de conscience !

La loi, c'est la loi. Elle prévoit, qu'on doit respecter la propriété d'autrui. Or, une usine, ça appartient aussi à quelqu'un : au patron ou à la société exploitante. Les ouvriers n'ont le droit d'y séjourner que pendant leur temps de travail ; ils viennent travailler CHEZ le patron. Il est évident, par conséquent, qu'ils n'ont pas le « droit » d'occuper cette usine : ils ne sont pas chez eux, voyons ! Le patron décide donc de les faire chasser. Le juge dit tout de suite : « Bien monsieur, vous avez raison ». Le patron demande l'application de la sentence. « Avec plaisir », dit le préfet. Mais quand les képis, les bottes et les mitraillettes, précédés par l'écharpe tricolore du commissaire, viennent s'emparer de l'usine, voilà que la population est choquée. Elle se dit que quand il faut faire droit aux doléances du pauvre monde (un ouvrier renvoyé arbitrairement par exemple !), la Justice et l'Administration sont beaucoup plus lentes, quand encore elles daignent se déranger. La loi, ce ne serait donc pas une divinité auguste et impartiale, mais un instrument au service des plus forts ? Tiens, tiens... Prise de conscience !

Les gendarmes avaient repéré l'école de Saint-Illan (école agricole catholique) pour s'y abriter lors du Tour de France. Quand il a fallu intervenir au Joint et ils se sont dit : « voilà une bonne base ». Et de rappliquer sans plus de cérémonie. Le directeur a dû d'abord croire que le Tour était en avance, ou il a été intimidé ; en tout cas il n'a rien dit. C'est la C.F.D.T., qui a révélé le pot aux roses (si on peut dire). Beaucoup trouveront très instructive cette alliance de l'école privée et de la force publique pour défendre l'ordre patronal établi. C'est une véritable leçon de choses. Mais, au bout de quarante-huit heures, le directeur a trouvé son école vraiment compromise et il a protesté publiquement. Même si on l'a un peu aidé, il a fait également une prise de conscience.

Les paysans, luttant péniblement contre la misère, se sont battus de leur côté pour leur niveau de vie. Aujourd'hui, ils participent au comité de soutien du Joint et ils apportent du ravitaillement aux grévistes. Ils ont pris conscience que le niveau des salaires dans notre région avait un effet sur l'ensemble de la population par l'intermédiaire du pouvoir d'achat. Ils ont pris conscience surtout que les exploiters des ouvriers et des paysans sont bien les mêmes. Cette solidarité ouvriers - paysans peut avoir des conséquences considérables. C'est une prise de conscience fondamentale.

Etre révolutionnaire, c'est croire simplement que la prise de conscience peut se généraliser. En effet, les ouvriers sont en réalité plus forts que les patrons, les soldats plus forts que les officiers, les exploités plus forts que les exploités. Ils n'en ont pas assez conscience, c'est tout.

En ce qui nous concerne aujourd'hui, nous pensons que le soutien moral et matériel de la population, si elle prend conscience de l'enjeu, doit conduire les travailleurs du Joint à la victoire.

Jacques GALAUP

## LA SOLIDARITE A JOUE BRISANT TOUTES LES COLLUSIONS

Cette lutte a revêtu un caractère exemplaire et quasi symbolique. Elle a témoigné de la réalité de la lutte de classes, car elle a été un affrontement particulièrement sévère entre le haut patronat et la classe ouvrière !

La C.G.E., en liaison étroite avec le C.N.P.F., a voulu en faire un test de sa politique de coup d'arrêt aux revendications syndicales. Elle a usé de tous les moyens et subterfuges en son pouvoir : recours à la justice puis à la police pour faire évacuer l'usine occupée et affirmer son droit de propriété et la fameuse « liberté du travail » ; tentatives pour dissocier la masse des grévistes des directions syndicales ; refus de reconnaître les délégués syndicaux fédéraux comme interlocuteurs valables. La C.G.E. a tout tenté pour discréditer les délégués responsables et briser dans l'usine l'organisation syndicale acceptée à contre-cœur en mai 68. Face à cette volonté délibérée et provocatrice, le pouvoir a clairement montré sa collusion avec le patronat. Prompt à répondre à l'appel des patrons, à user de la force pour les aider, il s'est montré d'une singulière mollesse pour faire céder une direction obstinée. Les péripéties de la négociation-marathon de ces derniers jours à Paris soulignent à nouveau que la médiation des pouvoirs publics est une mystification.

### Un protectorat réveillé

En revanche, la réaction de l'ensemble de la population laborieuse, ouvriers, paysans, petits commerçants, employés, enseignants, jeunes, etc., a été remarquablement unanime. Ainsi se trouve justifiée l'analyse selon laquelle, en cas de lutte dure, un clivage se manifeste entre deux forces antagonistes. La prise de conscience qui en est résultée est sûrement un résultat durable qui ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques dans l'immédiat.

Une autre prise de conscience importante a été la **dimension régionale de la lutte**. C'est une des raisons de l'extension inespérée du mouvement de solidarité. Le Joint Français est devenu, en quelques semaines, le symbole de la forme d'exploitation à laquelle la Bretagne est soumise, comme d'autres régions défavorisées de France. Le contraste entre les cadeaux consentis à l'installation et les salaires imposés aux ouvriers, a choqué

l'opinion publique autant que l'intervention de la force armée. Cette opinion publique s'est également rendu compte d'un autre fait : l'impossibilité d'apprécier exactement le bilan de l'entreprise locale, étant donné les liens existant entre elle et l'usine de Bezons d'une part, entre l'ensemble du Joint Français et la C.G.E. de l'autre. L'absence des dirigeants responsables réfugiés à Paris a souligné l'aspect quasi colonial de cette exploitation. Les menaces de fermeture, ce chantage odieux, ont souligné le mépris des grosses firmes pour les situations locales, régionales ou même nationale. L'extension de la solidarité a pris ainsi la forme d'une protestation de la Bretagne entière à l'exploitation d'un capitalisme extérieur à la région.

Quelle est l'attitude des organisations syndicales et politiques ? La C.F.D.T., majoritaire dans l'usine, a mené le combat sous l'impulsion de l'U.D. et de son secrétaire Jean Lefaucheur. Prise entre le frein de la C.G.T. (aidée de la F.E.N. à direction communiste) et les coups d'épéon d'une avant-garde « gauchiste », elle a parfois paru ménager trop la C.G.T., mais dans l'en-

semble son attitude s'est avérée efficace et opportune.

Les syndicats agricoles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) entraînés par leurs éléments les plus dynamiques, sont intervenus très rapidement, réalisant pour la première fois à cette échelle dans le département l'alliance ouvriers-paysans. Ils continuent à approvisionner les grévistes en denrées alimentaires.

### Loin de la peur du rouge

La C.G.T. et le P.C., flanqués de la F.E.N., sont obsédés par la hantise des « provocations gauchistes ». Le P.C. a refusé de participer au comité de soutien pour cette raison, et ses responsables et militants sont absents de la direction de la grève. Ils ne sont guère apparus que sur les tribunes des meetings... ou dans la campagne du référendum à laquelle ils ont consacré prioritairement leurs efforts.

Le P.S. cautionne le comité de soutien mais n'est pas davantage présent dans l'action.

Des ouvriers maoïstes ont joué un rôle dans le déclenchement et le durcissement de la grève et, dans l'ensemble, le courant des jeunes maoïstes (ou apparentés) a contribué à maintenir la volonté de lutte. Mais leur volonté de déborder les organisations (sans reculer devant la calomnie), leurs querelles doctrinales fréquentes avec la Ligue Communiste, ont parfois provoqué des incidents de nature à compromettre l'action.

La Ligue, très faiblement implantée à Saint-Brieuc, a rameuté ses militants et ses permanents, parfois de très loin, pour impulser l'action du comité de soutien, et aussi... pour tenter de donner l'impression que la Ligue menait la grève.

### Le PSU dans la lutte

Quant au P.S.U., il a agi à plusieurs niveaux.

Le conseil municipal de Saint-Brieuc, sous l'impulsion de nos camarades, a pris dès le début de la grève, une position de classe très nette, d'une façon qui fut comprise et admise par la population, et qui a contribué efficacement à entraîner celle-ci dans la solidarité. Au conseil général, les interventions de Yves Le Foll (applaudies par les délégués ouvriers présents) sont allées dans le même sens. Nos camarades ont agi, cela va sans dire, à l'intérieur des syndicats. Le parti est apparu enfin en tant qu'organisation par son action à l'intérieur du comité de soutien, et par plusieurs interventions publiques. Il faut souligner que la fédération dispose d'un hebdomadaire pour répercuter de façon assez rapide et assez large toutes nos prises de position. Ce sont nos camarades que l'on trouve aussi à l'origine de certaines initiatives (exemple : le soutien d'un conseil municipal éloigné du Joint qui a fait tâche d'huile).

On peut signaler une action menée par le comité de soutien, le jour du référendum, et qui a consisté à vendre des cartes de solidarité du Joint Français à l'extérieur des bureaux de vote, avec des pancartes invitant à ne pas observer de trêve électorale dans la lutte de classe. Les conseillers municipaux de Saint-Brieuc (à l'exception des communistes) s'étaient abstenus de présider leur bureau de vote, et certains camarades participaient à la collecte à la porte même de leur bureau habituel.



La distribution de pain aux grévistes devant l'usine (photo AFP).

FEDERATION PSU  
DES COTES-DU-NORD